RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal.*

Excusés Elise Willame, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Noémie Dekoninck, Victor Kanyanzira, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.01.26

#Objet : Motion déposée par le groupe ECOLO-Groen relative à la suppression des subsides fédéraux en matière d'accueil et de logement des personnes sans-abri #

Séance publique

Secrétariat

Le Conseil Communal d'Auderghem,
Considérant que :

- Le sans-abrisme et l'absence de chez-soi constituent une forme grave de vie en situation de pauvreté, de vulnérabilité des droits et d'exclusion sociale ;
- Le nombre de personnes sans chez-soi ou mal-logées à Bruxelles est en constante augmentation, et que leurs profils sont de plus en plus variés. Ainsi, le dernier dénombrement de Bruss'Help recense 10.000 personnes concernées dont 2 à 3.000 DPI (demandeurs de protection internationale) et 1.000 personnes à la rue ;
- La dignité humaine et le droit à un logement décent sont garantis tant par la Constitution belge que par de nombreux instruments internationaux, notamment l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention européenne des droits de l'homme, ainsi que les conventions internationales relatives au droit d'asile que la Belgique s'est engagée à respecter ;
- La Belgique a signé en juin 2021 la Déclaration de Lisbonne, s'engageant à travers 5 grandes priorités à mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030 en Europe ainsi que la Déclaration de Liège, en faveur d'un logement abordable, décent et durable en mars 2024 ;
- Il incombe aux pouvoirs publics de réagir à cette crise structurelle de l'accueil et du logement, à long terme en luttant activement contre les causes et les effets de cette crise à Bruxelles, mais aussi à court terme en veillant à ce que personne ne passe cet hiver dans la rue ;
- Au-delà de la compétence régionale en matière de sans-abrisme, les communes et leurs CPAS doivent régulièrement mettre en œuvre des solutions d'urgence pour compléter l'accueil de demandeurs d'asile ;
- Le travail remarquable et essentiel déjà réalisé au quotidien par les services de l'Administration communale, les travailleurs sociaux du CPAS, la Police ainsi que par le tissu associatif auderghemois pour soutenir les publics précarisés et qui mérite d'être salué ;
- La Commune collabore de manière étroite avec des partenaires locaux tels que le CPAS, la Police, la Croix-Rouge d'Auderghem et l'ASBL Babel'zin pour organiser des maraudes ;
- La Commune travaille également avec des partenaires régionaux pour trouver des solutions d'hébergement d'urgence, notamment Bruss'help, le Samusocial, les maraudes de Bruxelles et Includo

(service de la STIB).

- Les informations sur les personnes sans abri rencontrés sont transmises au Coordinateur de la Planification d'urgence qui est notre « SPOC » grand froid ;
- La commune ne bénéficiait pas du subside « Plan grand Froid » auquel le Fédéral a mis fin, ni de l'important subside à la Région dans le cadre du Brussels Deal, auquel le Fédéral menace de mettre fin dès 2026.
- Le gouvernement fédéral a décidé de mettre fin au subside « Grand Froid » à partir de l'hiver 2025-2026, au motif que l'accueil hivernal et la prise en charge des personnes sans abri relèvent désormais des compétences régionales et communautaires, cette intervention étant qualifiée de « compétence usurpée » par l'Inspection des finances ;
- Parallèlement, la Région de Bruxelles-Capitale consacre près de 55 millions d'euros par an à la lutte contre le sans-abrisme, en finançant l'hébergement d'urgence, le Housing First, l'accompagnement social et les dispositifs structurels de sortie de rue, tandis que la COCOF et la COCOM renforcent également leurs propres mécanismes de soutien : depuis 2019, le budget consacré à la lutte contre le sans-abrisme a plus que doublé, passant de 34,5 millions à 73 millions d'euros (COCOM et COCOF) ;
- L'absence prolongée de gouvernement en Région de Bruxelles-Capitale et la gestion en douzième provisoire du budget régional fragilisent le secteur associatif et le contraint à réduire drastiquement ses activités ;
- La suppression de tels subsides risque d'entraîner des conséquences sur les communes, dont Auderghem, qui devront absorber une partie de la demande d'accueil d'urgence ;
- De nombreuses personnes sans-chez-soi connues des services de prévention et du secteur associatif circulent entre les territoires des différentes communes ;
- De manière générale, la diminution, annoncée par la Ministre fédérale de la migration et de l'intégration sociale, des budgets d'aide sociale destinés aux personnes sans chez-soi ou mal-logées à la Région et aux CPAS est un signal qui peut être jugé par certains de préoccupant qui peut fragiliser encore davantage les personnes les plus vulnérables ;
- Le froid extrême est une source de danger vital pour les personnes sans-chez-soi mais que les conditions de vie dans la rue, durant toute l'année, constituent un danger vital : insécurité, assuétudes, santé mentale, … ;
- La Ministre fédérale en charge de la Régie des bâtiments a annoncé mettre à disposition les bâtiments vides de la Régie des bâtiments pour accueillir les dispositifs en cas de grand froid ;

Encourage le Collège à

1. Continuer à maintenir les initiatives communales d'accès à un logement digne, et de soutien aux personnes sans-chez-soi, via l'aide numéraire et non numéraire aux acteurs du secteur associatif ;
2. Continuer à nouer des liens de manière pro-active et préventive avec le secteur associatif qui est compétent pour accueillir les personnes sans-chez-soi.
3. Continuer à soutenir les initiatives en faveur de l'accueil et du logement des personnes sans chez soi ;
4. Soutenir le développement de projets innovants en faveur des personnes sans chez-soi tel des chauffoirs ;
5. Envisager le recours au pouvoir de réquisition dévolu aux Bourgmestres de bâtiments fédéraux ou privés vides et salubres situés sur son territoire afin de mettre à l'abri la nuit les personnes sans chez-soi lors des épisodes de froid extrême ;
6. Maintenir une politique volontariste en matière d'encadrement des occupations temporaires conformément aux dispositions régionales ;
7. Poursuivre, en collaboration avec tous les partenaires identifiés dont le CPAS, l'organisation du Plan Grand Froid afin de protéger les personnes les plus fragilisées face aux températures négatives.

Demande aux négociateurs bruxellois de maintenir des ambitions élevées en matière :

- d'accès au logement,
- de lutte contre le mal-logement,
- et de dispositifs d'accueil des personnes précarisées lors des vagues de froid intense

Demande au gouvernement fédéral :

- de maintenir les moyens et les subsides liés pour les compétences fédérales en matière de lutte contre le sans-abrisme ;
- de respecter ses engagements en matière de droit à l'accueil et au logement, conformément aux conventions internationales ratifiées par la Belgique ;
- de continuer de donner les moyens nécessaires aux CPAS pour leur prise en charge directe ou indirecte de ce public.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 23 votes positifs, 4 votes négatifs, 1 abstention.
Non : Philippe Adriaenssens, Valérie Glatigny, Gabriela Banu, Edouard Brainis.
Abstention : Martine Maelschalck.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 janvier 2026

Le Secrétaire communal,

Etienne Schoonbroodt

La Bourgmestre,

Sophie de Vos

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Noémie Dekoninck, Victor Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.01.26

#Onderwerp : Motie ingediend door de fractie ECOLO-Groen betreffende de afschaffing van federale subsidies voor de opvang en huisvesting van daklozen #

Openbare zitting

Secretariaat

De Gemeenteraad van Oudergem,
Overwegende dat:

- Dakloosheid en het ontbreken van een thuis een ernstige vorm van armoede, kwetsbaarheid van rechten en sociale uitsluiting vormen;
- Het aantal daklozen en slecht gehuisveste personen in Brussel voortdurend toeneemt en hun profielen steeds diverser worden. Zo telt de laatste telling van Bruss'Help 10.000 betrokken personen, waaronder 2 tot 3.000 VIB's (verzoekers om internationale bescherming) en 1.000 daklozen;
- De menselijke waardigheid en het recht op behoorlijke huisvesting worden zowel door de Belgische grondwet als door talrijke internationale instrumenten gewaarborgd, met name artikel 25 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en de internationale verdragen inzake het recht op asiel die België zich ertoe heeft verbonden na te leven;
- België heeft in juni 2021 de Verklaring van Lissabon ondertekend, waarin het zich via vijf grote prioriteiten ertoe verbindt om tegen 2030 een einde te maken aan dakloosheid in Europa, alsook de Verklaring van Luik, die pleit voor betaalbare, fatsoenlijke en duurzame huisvesting in maart 2024;
- Het is de taak van de overheid om op deze structurele crisis op het gebied van opvang en huisvesting te reageren, zowel op lange termijn door de oorzaken en gevolgen van deze crisis in Brussel actief te bestrijden, als op korte termijn door ervoor te zorgen dat niemand deze winter op straat hoeft door te brengen.
- Naast de regionale bevoegdheid op het gebied van dakloosheid moeten de gemeenten en hun OCMW's regelmatig noodoplossingen implementeren om de opvang van asielzoekers aan te vullen;
- Het opmerkelijke en essentiële werk dat al dagelijks wordt verricht door de diensten van het gemeentebestuur, de maatschappelijk werkers van het OCMW, de politie en het verenigingsleven in Oudergem om kwetsbare groepen te ondersteunen, verdient alle lof.
- De gemeente werkt nauw samen met lokale partners zoals het OCMW, de politie, het Rode Kruis van Oudergem en de vzw Babel'zin om straatrondes te organiseren.
- De gemeente werkt ook samen met regionale partners om oplossingen voor noodopvang te vinden, met name Bruss'help, Samusocial, de straathoekwerkers van Brussel en Includo (dienst van de

MIVB).

- De informatie over de ontmoete daklozen wordt doorgegeven aan de coördinator voor noodplanning, die onze "SPOC" voor extreme kou is.
- De gemeente kreeg geen subsidie uit het 'Plan Grand Froid', dat door de federale overheid is stopgezet, noch de belangrijke subsidie van het Gewest in het kader van de Brussels Deal, die de federale overheid dreigt stop te zetten vanaf 2026.
- De federale regering heeft besloten om de subsidie voor extreme koude vanaf de winter van 2025-2026 stop te zetten, omdat de opvang en begeleiding van daklozen voortaan onder de bevoegdheid van de gewesten en gemeenschappen vallen. Deze maatregel wordt door de Inspectie van Financiën beschouwd als een "onrechtmatige bevoegdheid".
- Tegelijkertijd besteedt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijna 55 miljoen euro per jaar aan de bestrijding van dakloosheid, door noodopvang, Housing First, sociale begeleiding en structurele maatregelen om mensen van de straat te halen te financieren, terwijl de COCOF en de COCOM ook hun eigen ondersteuningsmechanismen versterken: sinds 2019 is het budget voor de bestrijding van dakloosheid meer dan verdubbeld, van 34,5 miljoen tot 73 miljoen euro (COCOM en COCOF);
- Het langdurige uitblijven van een regering in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het beheer van de gewestelijke begroting op basis van twaalfde delen verzwakken de verenigingssector en dwingen deze tot een drastische vermindering van zijn activiteiten;
- De afschaffing van dergelijke subsidies kan gevolgen hebben voor gemeenten, waaronder Oudergem, die een deel van de vraag naar noodopvang zullen moeten opvangen;
- Veel daklozen die bekend zijn bij de preventiediensten en de verenigingssector, rondzwerven tussen de verschillende gemeenten;
- In het algemeen is de door de federale minister van Migratie en Sociale Integratie aangekondigde vermindering van de sociale bijstandsuitgaven voor daklozen en slecht gehuisveste personen in het Gewest en de OCMW's een signaal dat door sommigen als zorgwekkend kan worden beschouwd en dat de meest kwetsbare personen nog verder kan verzwakken.
- Extreme kou is een levensgevaarlijke situatie voor daklozen, maar ook het leven op straat vormt het hele jaar door een levensgevaarlijke situatie: onveiligheid, verslavingen, geestelijke gezondheid, enz.
- De federale minister die verantwoordelijk is voor de Regie der Gebouwen heeft aangekondigd dat de leegstaande gebouwen van de Regie der Gebouwen beschikbaar zullen worden gesteld om bij extreme kou opvang te bieden.

Moedigt het College aan om

1. De gemeentelijke initiatieven voor toegang tot fatsoenlijke huisvesting en ondersteuning van daklozen voort te zetten door middel van financiële en niet-financiële steun aan actoren uit de verenigingssector;
2. Proactief en preventief banden te blijven smeden met de verenigingssector die bevoegd is voor de opvang van daklozen.
3. Initiatieven voor de opvang en huisvesting van daklozen te blijven ondersteunen;
4. De ontwikkeling van innovatieve projecten ten behoeve van daklozen, zoals verwarmingscentra, ondersteunen.
5. Overwegen om gebruik te maken van de bevoegdheid van burgemeesters om leegstaande en bewoonbare federale of particuliere gebouwen op hun grondgebied te vorderen om daklozen tijdens periodes van extreme kou 's nachts onderdak te bieden;
6. Een proactief beleid blijven voeren op het gebied van tijdelijke bewoning, in overeenstemming met de regionale bepalingen;
7. In samenwerking met alle betrokken partners, waaronder het OCMW, het Winterplan blijven organiseren om de meest kwetsbare personen te beschermen tegen temperaturen onder het vriespunt.

Verzoekt de Brusselse onderhandelaars om hoge ambities te blijven nastreven op het gebied van:

- toegang tot huisvesting,
- de bestrijding van slechte huisvesting,
- en opvangvoorzieningen voor kwetsbare personen tijdens periodes van extreme kou.

Verzoekt de federale regering:

- de middelen en subsidies te handhaven die verband houden met de federale bevoegdheden op het gebied van de bestrijding van dakloosheid;
- haar verbintenissen inzake het recht op opvang en huisvesting na te komen, in overeenstemming met de door België geratificeerde internationale verdragen;
- de OCMW's de nodige middelen te blijven verstrekken voor hun directe of indirecte zorg voor deze doelgroep.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 23 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 1 onthouding.
Nee : Philippe Adriaenssens, Valérie Glatigny, Gabriela Banu, Edouard Brainis.
Onthouding : Martine Maelschalck.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 januari 2026

De Gemeentesecretaris,

Etienne Schoonbroodt

De Burgemeester,

Sophie de Vos